

territoires contemporains

BULLETIN DE L'INSTITUT
D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

N° 2 — 1° SEMESTRE 1995

U n i v e r s i t é d e B o u r g o g n e

DIRECTEUR DU BULLETIN : Serge Wolikow
REDACTEUR EN CHEF : Annie Ruget
SECRETAIRE DE REDACTION : Thomas Bouchet
EQUIPE : Jean Vigreux, Philippe Poirrier,
Stéphane Gacon, Michel Simonot
MAQUETTE ET MISE EN PAGE : Rosine Fry

SOMMAIRE

ACTIVITES DES CENTRES

Centre de documentation sur les internationales ouvrières	
Colloque <i>Archives et historiographie des Internationales</i> (15 et 16 décembre 1994).....	7
Publication	9
Centre de recherche sur le personnel politique et les acteurs sociaux en Bourgogne	
Histoire sociale et méthode biographique	10
Centre d'histoire des changements sociaux et politiques	
Colloque <i>Images de la Résistance</i> - 11 octobre 1995.....	13

EN LIAISON AVEC

DEA <i>Ordre et désordre dans les sociétés occidentales de l'époque médiévale à l'époque contemporaine</i>	17
Journée d'étude du DEA <i>Archives de l'épuration/Epuration des archives. Archives policières/Historiens « policés »</i>	19
Stage MAFPEN	22
Compte rendu du colloque <i>La France des années 1980 au miroir du bicentenaire de la Révolution française</i> (IHTP).....	24

I

H

ACTIVITÉS
DES CENTRES

C

**CENTRE DE DOCUMENTATION SUR
LES INTERNATIONALES OUVRIÈRES**

COLLOQUE DES 15 ET 16 DECEMBRE 1994 :
Archives et historiographie des Internationales

Ce colloque, annoncé dans le précédent bulletin, s'est inscrit dans le cadre de la recherche menée sur transnationalisme, internationalisme et les gauches en Europe aux XIXe et XX siècles. Cette fois-ci l'accent a été mis sur les instruments nécessaires au traitement des archives récemment ouvertes. Les débats ont mis en valeur les points communs et la diversité des démarches des historiens qui utilisent ces sources.

Liste des communications

Bilan des travaux sur l'AIT — Michel Cordillot (Paris VIII)

La correspondance des militants belges de la Première Internationale — Daisy Devreese (Amsterdam)

Sources et histoire du socialisme espagnol — Michel Ralle (Paris IV)

Archives privées et archives d'organisations : Kuusinen avant 1918 — Maurice Carrez (Dijon)

L'héritage scientifique de Georges Haup — Claudie Weill (EHESS)

L'historiographie du Komintern et ses sources jusqu'en 1990 — Aldo Agosti (Turin)

La structure des archives du Komintern — Mikhail Panteleiev (Moscou)

Les fonds sur les organes dirigeants du Komintern — Peter Huber (Genève)

Les archives Trotsky — Pierre Broué (Grenoble)

Les archives du Krestintern — Jean Vigreux (Dijon)

Les archives du Profintern — Michel Dreyfus (CNRS)

Le PC suisse et les archives de l'IC pour l'Europe occidentale — Brigitte Studer (Lausanne)

À propos des archives du mouvement ouvrier allemand — Bernhard Bayerlein (Bonn)

Les archives et la problématique des rapports avec les sections nationales du Komintern — Serge Wolikow (Dijon)

T E R R I T O I R E S C O N T E M P O R A I N S

L'histoire du PC belge et ses renouvellements à la lumière des archives du Komintern — José Gotovitch (Bruxelles)

Le parti communiste britannique vu de Moscou ou de Londres — Monty Jonhstone (Londres)

Le Frente popular à travers les archives du Komintern — Antonio Elorza (Madrid)

Table ronde sur les sources de l'histoire du Komintern et du PCF durant la seconde guerre mondiale,

avec Philippe Buton (Reims), Denis Peschanski (IHTP)

L'apport des archives consultables à Moscou à l'histoire du radicalisme — Sabine Jansen (Paris XII)

Les archives de Vichy à la lumière de celles du Komintern — Denis Peschanski (IHTP)

Les archives des brigades internationales et l'analyse prosopographique — Rémi Skoutelski (Paris I)

Les archives sur la répression anticommuniste au Canada — Robert Comeau (Montréal)

La publication des archives du Kominform — Francesca Gori et Silvio Pons (Milan)

Inventaires d'archives et éditions des fonds documentaires du Komintern — Aldo Agosti (Turin), Serge Wolikow (Dijon)

La problématique du dictionnaire des Kominterniens — discussion introduite par Claude Penner (CNRS) et José Gotovitch (Bruxelles)

Ce colloque fera l'objet d'une publication courant 1995.

PUBLICATION



Associer histoire du mouvement ouvrier et approche biographique peut sembler insolite. Combiner le collectif et l'individuel, n'est-ce pas tout simplement sacrifier à la mode en célébrant le rôle des « acteurs » contre celui des organisations et de leurs militants ? Le « retour de la biographie » a-t-il submergé toute l'histoire du mouvement ouvrier, même dans ses dimensions politiques et idéologiques ?

L'indéniable fortune éditoriale du récit biographique concerne à part entière l'histoire du mouvement ouvrier. Consacrer l'écriture historique à des figures individuelles est un moyen de diffuser la connaissance historique et de la rendre accessible à un assez large public. Telle est la démarche choisie dans cette publication. Après une présentation des tendances actuelles de l'approche biographique et des perspectives qu'elle ouvre, quatre études sont consacrées à des figures du mouvement ouvrier. Une orientation bibliographique complète l'ensemble.

**PERSONNEL POLITIQUE ET ACTEURS SOCIAUX
EN BOURGOGNE DE 1789 À NOS JOURS**

Histoire sociale et méthode biographique

L'un des centres de recherche mis en place au sein de L'IHC a été conçu autour de la constitution d'une banque de données biographiques du personnel politique et des acteurs sociaux en Bourgogne depuis la Révolution jusqu'à nos jours. Ce projet avait pour objectif de permettre la collecte de données biographiques sur des catégories définies d'acteurs, mais aussi de permettre un travail de réflexion sur la méthode biographique et ses apports à la recherche historique. Pour expérimenter cette démarche et alimenter les analyses sur les difficultés et les acquis méthodologiques qu'elle présente, des travaux de recherche précis ont été engagés dont certains ont fait l'objet de mémoires de maîtrise confiés à des étudiants.

Ces mémoires ont tous été conduits selon la même méthode : une enquête biographique concernant le plus grand nombre possible d'individus appartenant à des groupes professionnels ou politiques. Cette enquête biographique prend en compte, pour chacun des individus, les données d'état civil et de résidence, les renseignements concernant la famille (ascendants et collatéraux), les niveaux de fortune ou de revenus, enfin les étapes des itinéraires professionnels et politiques des intéressés ainsi que toutes les autres manifestations de leur implication dans la vie sociale locale (activités culturelles, associatives).

L'étude des groupes sociaux, professionnels ou politiques, a été menée par le biais de celle des individus, selon une méthode d'histoire sociale qui postule que les stratégies individuelles ou familiales sont significatives de comportements de groupe et que leur connaissance peut contribuer à la compréhension de processus sociaux participant à la formation de ces groupes. Quelques conclusions se dégagent dès maintenant ; les travaux à venir pourront les affiner.

Le recours à cette méthode renforce notre connaissance de certains traits sociaux caractéristiques de groupes dont l'étude avait été menée par grande masse et statistiquement dans les années soixante et soixante-dix, selon la méthode

Activités des centres

labroussienne. Les trois études dont les résultats sont ici présentés concernent le personnel judiciaire (*Les avocats dijonnais durant la période révolutionnaire, Les notaires et les juges de paix du district de Dijon durant la Révolution, Le personnel des juridictions dijonnaises dans la deuxième moitié du XIXe siècle*), et ce sont bien les caractéristiques sociales spécifiques à des représentants de la bourgeoisie qui réapparaissent dans l'enquête biographique. On y retrouve des comportements démographiques qui visent à la réduction de la taille des familles, la longévité même des individus comme facteur de stabilité sociale, les mécanismes de reproduction familiale des professions, le poids de la rente foncière dans des revenus indépendants, enfin le prestige social du savoir et de la culture.

Mais cette méthode qui n'aborde pas ces groupes de manière anonyme et purement statistique permet aussi d'en affiner les contours et la connaissance, comme le montre les études plus particularisées de représentants de professions juridiques. Ces études recouvrent la diversité de ce monde et n'ont pas toutes été menées sur la même période historique. Pour les avocats dijonnais comme pour les notaires et les juges de paix du district de Dijon il s'agit de la Révolution ; nous retrouvons les juges de paix dijonnais dans la seconde moitié du XIXe siècle aux côtés des magistrats de la Cour d'appel et du tribunal d'instance. La prise en compte, pour cadre de ces travaux d'étudiants, de petites unités géographiques limite la portée des conclusions que l'on peut tirer de ces recherches ; elle offre cependant l'avantage de permettre une meilleure saisie de l'organisation des sociétés à l'échelon local, dimension nécessaire durant le XIXe siècle à l'appréhension des caractéristiques sociales de ces groupes.

L'étude sur les avocats dijonnais pendant la Révolution fait apparaître comme trait spécifique l'extrême diversité des itinéraires des représentants d'un corps organisé en compagnie à la veille de la Révolution. Ce groupe est pendant toute la Révolution un grand pourvoyeur d'administrateurs locaux mais aussi d'hommes politiques et de grands commis de l'Etat. La plupart d'entre eux fournissent les cadres de la France révolutionnaire et post-révolutionnaire. Tous cependant n'ont pas adhéré aux idées de la Révolution : la tradition contre-révolutionnaire comme la tradition révolutionnaire coexistent au sein du groupe. Cette coexistence ouvre la voie à des stratégies tour à tour conservatrices et libérales : celles du monde du droit au XIXe siècle. Ces stratégies s'incarnent localement dans quelques exemples, peu nombreux, de dynasties judiciaires.

T E R R I T O I R E S C O N T E M P O R A I N S

L'étude sur les notaires et les juges de paix montre, quant à elle, l'importance de la mise en place à l'échelon le plus local d'institutions administratives, telle la justice de paix, comme facteur de reconnaissance et de consécration de l'autorité sociale de petits notables des bourgs ruraux. La légitimité que ces derniers tirent des fonctions officielles qu'ils occupent est désormais une des composantes de leur existence sociale ; soigneusement entretenue au sein des familles qui ont su la cultiver, cette légitimité confère à ceux qui en bénéficient des statuts « d'éligibles » qui se matérialisent dans les conseils municipaux, les conseils d'arrondissement ou les conseils généraux de l'époque impériale et qui se perpétuent durant le XIXe siècle.

L'examen du personnel des juridictions dijonnaises dans la seconde moitié du XIXe siècle permet d'approcher les lentes et difficiles mutations du monde de la magistrature confronté aux changements sociaux, notamment ceux qui concernent la production et la reproduction des élites, à la fin du XIXe siècle. L'étude permet de percevoir l'attachement du groupe à des formes anciennes de reproduction et de promotion, un attachement qui se manifeste non seulement dans les comportements sociaux mais aussi dans les représentations nostalgiques du monde provincial

Annie RUGET

**LES IMAGES COLLECTIVES DE LA RESISTANCE
(les recherches historiques à l'épreuve)**

11 octobre 1995

Université de Bourgogne - Université de Franche-Comté - IHTP

A l'issue des diverses initiatives commémoratives et scientifiques auxquelles l'histoire de la Résistance a donné lieu, il apparaît utile de procéder à une réflexion sur les différentes formes du savoir historique. A cet effet nous proposons une rencontre scientifique qui prolonge et se distingue des nombreux colloques scientifiques organisés ces deux dernières années.

En association avec l'Université de Franche-Comté, l'Institut d'histoire contemporaine de l'Université de Bourgogne organise à Besançon un colloque scientifique « La lutte armée dans les résistances européennes », les 16 et 17 juin 1995. Il s'agit d'un des six colloques nationaux organisés avec l'appui et la participation de l'IHTP (laboratoire CNRS), à Toulouse, Rennes, Bruxelles, Paris et Aix-en-Provence.

A Dijon, le Centre d'étude de la Résistance en Bourgogne (CERORB), une des équipes de recherche de l'IHC, a conduit ces dernières années un ensemble de recherches (mémoires de maîtrises, de DEA, thèses, ouvrages) sur l'occupation et la collaboration, la répression allemande à l'encontre de la Résistance, des biographies de résistants ; enfin, une série d'études sont actuellement engagées sur différents aspects de la libération en Bourgogne.

Les recherches historiques sur la Résistance sont confrontées à une demande sociale diversifiée et vigoureuse. Dans ce domaine, le savoir scientifique est interpellé par de nombreuses activités sociales commémoratives (journalistiques, fictionnelles, mais aussi judiciaires). Qu'en est-il, dès lors, de la mémoire collective, et de la contribution des recherches historiques à sa construction ? Le rôle de l'enseignement, apparemment décisif, n'est-il pas battu en brèche par l'impact des moyens médiatiques, notamment la fiction cinématographique ou télévisuelle ? Le discours scientifique n'est-il pas lui-même intégré, au titre d'expert, par le discours juridique ou le discours journalistique ? En définitive, c'est le sens même du travail de l'historien qui est en question.

Ces réflexions ont conduit à l'idée de ces rencontres nationales qui doivent associer des historiens et les protagonistes de la mémoire de la Résistance.

T E R R I T O I R E S C O N T E M P O R A I N S

Trois moments :

* l'histoire de la Résistance et ses écritures : celle des historiens face à celle des journalistes et des juges ;

* la transmission du savoir historique : l'enseignement entre recherches et commémoration ;

* la Résistance en spectacle : images et représentations, documentaires ou fictionnelles.

Parmi les participants envisagés :

Des professeurs et chercheurs, Janine Ponty, François Marcot, Robert Frank, Denis Peschanski, Marcel Vigreux, Serge Wolikow, Jean-Marie Guillon, Pierre Laborie, Jacqueline Sainclivier, Christian Bougeard, José Gotovitch, Henry Rouso, Dominique Veillon.

Les responsables de l'APHG, de la Ligue de l'enseignement, des journalistes de la presse écrite, de la radio, de la télévision, des responsables des Musées de la Résistance, de l'ANACR, de la FNDIRP, du Ministère des Anciens Combattants.

I

H

EN LIAISON
AVEC

C

DIPLOME D'ÉTUDES APPROFONDIES :
ORDRE ET DESORDRE DANS LES SOCIÉTÉS OCCIDENTALES
DE L'ÉPOQUE MÉDÉVALE À L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE
SÉMINAIRES 1994-1995

LES IMAGINAIRES DE LA GUERRE

sous la responsabilité du professeur Serge Wolikow

Ce séminaire se propose, à travers une réflexion sur les grands conflits contemporains, d'aborder leur dimension idéologique et politique. Il s'agit de les inscrire dans les histoires politiques nationales en examinant leur impact, leur trace sur l'évolution des opinions publiques et des comportements. Une approche critique des « grands récits » doit enfin permettre de mesurer avec plus de précision comment les conflits militaires ont contribué à la décomposition et à la restructuration des représentations politiques.

Ces conférences ont lieu en salle 407 à la faculté des lettres, de 16 h. à 18 h.

2 novembre 1994 : *La première guerre mondiale : légendes et mythes* — Jean-Jacques Becker (Paris X)

16 novembre 1994 : *Guerre et citoyenneté* — Jean-Paul Bertaud (Paris I)

30 novembre 1994 : *Histoire, mémoire et vérité* — Henri Rousso (Paris - IHTP)

14 décembre 1994 : *Les Soviétiques et la guerre* — François Levêque (Paris I)

11 janvier 1995 : *Les images de la guerre d'Espagne* — Carlos Serrano (Paris I)

25 janvier 1995 : *Les Français et la guerre d'Algérie* — Jean-Pierre Rioux (Paris - IG)

8 février 1995 : *L'Irlande et la Grande Bretagne : mémoire et conflits* — Maurice Goldring (Paris VIII)

22 février 1995 : *La mobilisation contre la guerre : le cas du mouvement Amsterdam Pleyel* — Jocelyne Prézeau (Paris VIII)

15 mars 1993 : *Guerres et manifestations dans les années 50* — Danielle Tartakowsky (Paris I)

29 mars 1995 : *Le point de vue des européens dans les guerres coloniales* — Alain Ruscio (Paris VIII)

12 avril 1994 : *Les restructurations politiques de l'après-guerre (1944-1947)* — Jean-Marie Guillon (Aix-en-Provence)

10 mai 1995 : Journée d'étude : *Épuration des archives, archives de l'épuration ; archives policières, historiens « policés »* sous la direction de Jean-Marc Berlière (Dijon) et Serge Wolikow (Dijon). [voir page 37]

T E R R I T O I R E S C O N T E M P O R A I N S

ORDRE ET DESORDRES DANS LA FAMILLE XIXe-XXe SIECLES. LE TRAVAIL DES FEMMES

sous la responsabilité du professeur Francis Ronsin

Cet enseignement a pour objet l'étude des affrontements philosophiques, politiques, religieux, publics ou privés, autour du concept de famille et de l'évolution des mentalités et des comportements dans la sphère de la vie privée au cours de la période contemporaine. Les conférences sont centrées pour 1994-1995 sur « Le travail des femmes » dans une approche fortement pluridisciplinaire.

Ces conférences ont lieu en salle 407 à la faculté des lettres, de 16 h. à 18 h.

23 novembre 1994 : *Le travail des femmes XIXe-XXe siècles. Approches historiques* — Michelle Perrot (Paris VII).

7 décembre 1994 : *Représentations du travail des femmes en Espagne* — Yannik Ripa (Paris).

4 janvier 1995 : *La bibliothèque Marguerite Durand. Ressources documentaires sur le travail des femmes* — Annie Dizier (Paris)

18 janvier 1995 : *Origines de la division du travail industriel en Grande-Bretagne* — Héléni Varikas (Paris)

1 février 1995 : *Les employées de bureau en France 1890-1930* — Delphine Gardey (Paris)

15 février 1995 : *Evolution du travail féminin en France et en Europe depuis les années 1960* — Margaret Maruani (Paris)

8 mars 1995 : *Psychopathologie du travail et rapports sociaux de sexe - L'exemple des infirmières* — Pascale Molinier (Paris)

22 mars 1995 : *Le travail domestique dans les sciences sociales depuis la vague féministe de 1970* — Dominique Fougeyrollas-Schwebel (Paris)

5 avril 1995 : *Problèmes méthodologiques pour l'étude du travail des femmes ; application aux agricultrices* — Rosemarie Lagrave (Paris)

19 avril 1995 : *Le droit de cuissage. Travail, salariat, prostitution à la fin du XIXe siècle* — Marie-Victoire Louis (Paris)

17 mai 1995 : *Synthèse, débats...* — Francis Ronsin (Dijon)

JOURNEE D'ETUDE DU DEA

Archives de l'épuration/Epuration des archives Archives policières/Historiens « policés »

« Même si cela chagrine certains combattants tardifs de la mémoire, il faut bien admettre que cette période est aujourd'hui tout sauf taboue. Elle requiert moins une entreprise de dévoilement qu'une mise en perspective et une hiérarchisation de la masse d'information jetée en pâture à l'opinion ¹. »
« [...] pourquoi, cinquante ans après l'Occupation, n'existe-t-il aucune étude de la police de Vichy basée [sic] sur les archives du ministère de l'Intérieur puisque, selon eux [les historiens] la difficulté d'accès aux archives relèverait de la paranoïa ? La virulence de la dénégation trahit l'enjeu du débat, qui touche au statut de l'historien de la France contemporaine, à son rapport à l'Etat et à sa fonction dans l'espace public ². »

Entre faux tabous et vrais fantasmes, la question des archives contemporaines connaît, en France depuis quelques temps, une médiatisation ³ qui — au-delà des polémiques engagées ⁴ — incite à une réflexion globale. C'est pourquoi la dernière séance de l'année du DEA d'Histoire *Ordre et désordre* sera consacrée à cette source essentielle, mais non exclusive de l'histoire contemporaine, et, au-delà, à la fonction, à la spécificité, au rôle, aux responsabilités de l'historien qui les utilise.

Dans la masse des archives contemporaines, celles produites par l'institution policière occupent une position particulière que la polémique qui oppose « historiens raisonnables » et « activistes du droit à la mémoire » a bien mise en évidence. Il faut reconnaître que leur nature même, les fantasmes qui entourent les dossiers élaborés par les services politiques, autant que le rôle joué par la police dans

1. Conan Eric et Rouso Henry, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Fayard, 1994, p. 24.

2. Sonia Combe, « Vichy, les archives et les historiens raisonnables », *Le Monde* du mardi 1er février.

3. Cf plusieurs numéros du *Monde* de décembre 1994 (notamment celui du 23 décembre) et de janvier 1995.

4. Pour une compréhension des différentes positions, voir Conan Eric et Rouso Henry, *op. cit.*, 1994 (notamment le chapitre 2 « Les archives, on nous cache tout, on nous dit rien ») et Combe Sonia, « Libérez les archives », *Libération* du 19 mars 1993 et *Archives interdites*, Albin Michel, 1994. Pour le point de vue des archivistes, on se reportera entre autres à Jean Favier, « Les archives de France n'ont rien à cacher », *Libération* du 21 mai 1993 et Chantal Bonazzi, « La vérité sur les archives », *La lettre des archivistes*, n° 16, mai/juin 1993.

T E R R I T O I R E S C O N T E M P O R A I N S

l'histoire contemporaine, leur confèrent un attrait et un intérêt que nul ne peut ignorer, en même temps qu'une spécificité bien connue des chercheurs : le ministère de l'Intérieur et la Préfecture de police constituent sans doute l'« îlot de résistance » le plus déterminé à la politique libérale de communication mise en place par la loi de 1979, ce qui a pour conséquence de focaliser l'attention et de susciter les critiques les plus violentes concernant la rétention des archives.

C'est pourquoi ces archives policières retiendront particulièrement notre attention : leur intérêt et leur finalité professionnels, leurs méthodes et sources d'élaboration, la formation et la culture de leurs auteurs¹, leur destination première, leur valeur intrinsèque, l'utilisation qui en est faite par l'institution puis le pouvoir politique, leur conservation, leur versement, leur accessibilité, leur intérêt pour l'historien, les risques et dangers que peut présenter leur divulgation, les précautions particulières que nécessitent leur consultation et leur emploi, constitueront — avec les problèmes d'éthique que pose leur utilisation — quelques unes des pistes que cette journée se propose d'explorer.

Un angle d'attaque privilégié nous sera fourni par les périodes de « sorties de dictature » et les problèmes d'épuration qui ont l'avantage de montrer de façon particulièrement nette toute la complexité des enjeux.

Pour débattre de ces questions — et de celles que vous souhaierez soulever —, des spécialistes de pays et de compétences différents présenteront, à partir d'un questionnement de Serge Wolikow, les analyses et les pratiques propres à chaque discipline.

Chantal Bonazzi, longtemps responsable de la section contemporaine des Archives de France et auteur d'un guide fondamental des *Sources en France de l'Histoire de la seconde Guerre mondiale*, recensant la totalité des fonds — publics et privés — d'archives manuscrites, imprimées, sonores, iconographiques, audiovisuelles existantes, apportera à la fois le point de vue de l'archiviste et celui de la meilleure spécialiste possible des archives contemporaines françaises.

Denis Peschanski, chercheur à l'*Institut d'Histoire du Temps Présent* qui a été largement dénoncé comme le temple des « historiens officiels et raisonnables » uniquement préoccupés de « défendre leur territoire », commentera

1. « Un grand nombre de fonctionnaires a été amené à s'interroger, exactement comme vous le formulez : en exécutant notre travail d'agent de renseignement ne travaillons-nous pas pour l'histoire ? Cette interrogation influe-t-elle sur le traitement du renseignement ? » (réponse à J.-M Berlière d'un commissaire spécialiste du renseignement général pour la préparation de cette séance, lettre du 9/2/95).

En liaison avec l'IHC

les privilèges du chercheur « officiel » impliqué dans l'histoire de l'Occupation et s'exprimera sur la « dissimulation » des archives.

Herbert Reinke, historien allemand, spécialiste de la police, détaché un temps comme conseiller scientifique pour les archives de la Stasi, apportera le nécessaire contrepoint extérieur et les indispensables éléments de comparaison à travers l'exemple allemand de gestion et d'accès aux archives policières les plus récentes et les plus brûlantes.

Mikhaïl Narinski, (institut d'histoire universelle de Moscou) historien russe des relations internationales, par ailleurs fin connaisseur des archives diplomatiques et de celles du Komintern, fera de même pour les archives de l'ex-URSS.

Enfin, Jean-Marc Berlière, spécialiste de l'histoire de la police française depuis la IIIe République éclairera d'exemples concrets puisés dans un domaine et des archives qu'il connaît bien, les différents thèmes et problèmes abordés.

Cette journée se déroulera le mercredi 10 mai de 10h00 à 12h30 et de 14h15 à 18h00, salle 155 (faculté des lettres, bâtiment extension, 2e étage). Elle sera ouverte aux étudiants de DEA, mais également aux étudiants de maîtrise, aux collègues enseignants et à tous les chercheurs désireux de débattre de ces questions.

Pour tout renseignement concernant le DEA, ou cette journée vous pouvez vous adresser à l'IHC Tél. et fax : 80-39-57-17.

T E R R I T O I R E S C O N T E M P O R A I N S

STAGE MAFPEN

ENSEIGNER L'HISTOIRE DU COMMUNISME

Dans le cadre des liens que l'IHC a noués avec l'enseignement secondaire, Serge Wolikow a animé un stage MAFPEN sur « l'enseignement du communisme ». A l'heure où les États d'Europe de l'Est se réclamant du communisme ont disparu, il s'agissait de faire le point historiographique.

Après avoir présenté l'objet, ses racines et donc la généalogie du communisme, l'intervention a porté sur les liens entre l'idéologie et le mouvement ouvrier ; c'est l'histoire de la IIIe Internationale (ou Komintern) qui permet de comprendre les rapports complexes et étroits, à la fois de sujétion mais aussi d'indépendance entre les partis frères et le centre. Cette présentation organisationnelle a été complétée par une histoire de la culture politique communiste liée à la fois au discours, au référentiel idéologique, et aux pratiques internationales, nationales et locales. Il a en outre été question de l'histoire des relations internationales, marquée par le glissement d'une situation née d'un projet universaliste, à celle de la politique étrangère d'un parti-État, l'URSS, dont les intérêts divergeaient du point initial.

L'évocation de l'actualité du sujet, largement médiatisé grâce à l'ouverture des archives (dites) de Moscou, a permis d'aborder l'historiographie, les débats historiques, et les différentes pistes de recherches. Ainsi, l'histoire partisane (voire officielle) qui a longtemps dominé le champ historique a peu à peu laissé place à une approche sociale puis politique du communisme. Aujourd'hui, cette historiographie est renouvelée par une approche transdisciplinaire qui permet de faire une histoire sociale du politique. Ce qui offre de multiples pistes comme l'histoire de la culture politique communiste, la biographie collective ou individuelle des militants et dirigeants, le rôle des communistes au sein du Front-populaire, la résistance et l'après-guerre. Il ne s'agissait là que d'une introduction, puisque ce stage n'a pas abordé tous les problèmes envisageables. L'expérience sera renouvelée cette année (en avril 1995) : on s'interrogera en particulier sur la place du communisme dans les manuels du secondaire et sur ce qu'apportent dès aujourd'hui les nouveaux travaux historiques fondés sur le dépouillement des archives russes désormais accessibles.

Jean VIGREUX

Orientation bibliographique

Historiographie et bilan :

- COURTOIS Stéphane, Les identités multiples du PCF, *Panoramiques*, n°4, 1992, p. 75-85. (ce numéro est consacré au *Trou noir du communisme après le naufrage* avec un dossier important sur *Le greffon français*).
- Étudier le PCF, *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, n° 29-30, 1979. (avec en particulier, l'article de MARTELLI Roger. Bref aperçu des publications consacrées au PCF depuis 1969. p. 128-170.).
- GALISSOT René, Pour l'histoire du communisme, *Le Mouvement Social*, n° 74, 1971, p. 3-7.
- LAVAU Georges, L'historiographie communiste : une pratique politique, in *Critique des pratiques politiques*. Paris : Éd. Galilée, 1978, p. 121-158.
- LAZAR Marc, Après 1989, cet étrange communisme, in *Passés recomposés, champs et chantiers de l'histoire ; Autrement*, n° 150-151, janvier 1995, p. 243-253.
- RACINE Nicole, État des travaux sur le communisme en France, in *Le communisme en France. Cahiers de la FNSP*, Paris : A. Colin, 1969. p. 305-336.
- TARTAKOWSKY Danielle, L'historiographie du Parti communiste français, *Cahiers de l'IRM*, n° 23, 1985.

Compléments

- BECKER Jean-Jacques, *Le parti communiste veut-il prendre le pouvoir ? Stratégie du PCF de 1930 à nos jours*, Paris : Seuil, 1981.
- BERSTEIN Serge, BECKER Jean-Jacques, *Histoire de l'anticommunisme en France*. tome 1. 1917-1940. Paris : Olivier Orban, 1987.
- BUTON Philippe, *Les lendemains qui déchantent. Le Parti communiste français à la Libération*, Paris : PFNSP, 1993.
- CHARLES Jean, GIRAULT Jacques, ROBERT Jean-Louis, TARTAKOWSKY Danielle et WILLARD Claude, *Le Congrès de Tours*. Paris : Éditions Sociales. 1980.
- COURTOIS Stéphane, LAZAR Marc, *Le Communisme*. Paris : MA Éditions, 1987.
- FETJÖ François, *Dictionnaire des partis communistes et des mouvements révolutionnaires*, Paris : Casterman, 1971.
- KRIEGEL Annie, *Aux origines du communisme français, 1914-1920*, Paris-La Haye : Mouton, 1964.
- KRIEGEL Annie, *Les communistes français*. Paris : Seuil, 1970.
- LABBE Dominique, *Le discours communiste*, Paris : PFNSP, 1977.
- LAZITCH Branko, *Les partis communistes d'Europe, 1919-1955*, Paris : Iles d'Or, 1956.
- Le P.C.F., étapes et problèmes, 1920-1972*. Paris : Messidor/Éditions Sociales, 1981. (Collectif).
- MARCOU Lily, *Le Kominform*, Paris : PFNSP, 1977.
- PUDAL Bernard, *Prendre parti, pour une sociologie historique du PCF*. Paris : PFNSP, 1989.
- ROBRIEUX Philippe, *Histoire intérieure du PCF*. Paris : Fayard, 1980-1984 (4 volumes).
- TARTAKOWSKY Danielle, *Les premiers communistes français*. Paris : PFNSP, 1980.
- WOLIKOW Serge et CORDILLOT Michel (dir.), *Prolétaires de tous les pays unissez-vous ? les difficiles chemins de l'internationalisme (1848-1956)*, Dijon : EUD, 1993.

Colloque international : La France des années 1980 au miroir du Bicentenaire de la Révolution française

Ce colloque organisé à Paris les 8, 9 et 10 décembre 1994 par l'Institut d'histoire du Temps présent, sous la direction de Robert Frank et de Nicolas Roussellier, avait un double objectif : analyser les formes de commémoration et de contre-commémoration de la Révolution française qui ont caractérisé le Bicentenaire mais aussi, dans le même temps, saisir ces formes comme des révélateurs de la vie politique, de l'état de la société française et des mentalités contemporaines des Français.

Le groupe de recherche, constitué au début de l'année 1991, a déterminé trois axes de travail qui ont donné lieu à trois années d'enquêtes.

— **Les politiques publiques de la commémoration** : celles de l'Etat (les précédentes commémorations, l'ambition politique et le Bicentenaire, les politiques culturelles et l'esthétisation du politique) et celles des collectivités territoriales.

— **Les Français et le Bicentenaire** : rapports examinés à travers les mobilisations nationales (l'opinion et les médias, la mobilisation des groupes porteurs de mémoire —forces politiques, forces religieuses, constructeurs et militants de la mémoire), mais aussi sous l'angle des spécificités locales (le Bicentenaire au village)

— **Les images du Bicentenaire, images de la France à l'étranger** : analyse des perceptions du Bicentenaire telles qu'elles se sont développées à l'étranger.

Il s'agissait là de proposer un essai d'histoire globale du temps présent à travers le prisme d'un phénomène de commémoration, ainsi placé à la croisée de l'histoire culturelle (politiques, institutions et pratiques culturelles), de l'histoire politique (Etat, partis et phénomènes d'opinion) et de l'histoire des mentalités collectives (rapport à la mémoire). Il constitue aussi un enjeu pour les historiens du temps présent : être capable d'analyser un phénomène historique très proche dont certains sont des analystes distanciés alors que d'autres en ont été les témoins ou encore les acteurs.

Plusieurs collaborateurs de l'IHC ont participé à ce colloque : Philippe Poirrier, « *Politiques culturelles* » locales et commémoration : le Bicentenaire dans l'agglomération dijonnaise ; Serge Wolikow, le Parti communiste face au Bicentenaire ; Annie Bleton-Ruget, *La commémoration du Bicentenaire au village : formes et structures d'organisation dans les communes de la Bresse bourguignonne.*